

## PRINCIPES ET APPROCHES DE BASE DES STRATEGIES ET MESURES D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES EN EAU EN ALGERIE

M.I. HASSANI<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Lab. Géoressources, Environnement & Risques Naturels (GEOREN), Université Oran 2 BP 1015 El Mnaouer. [hassanid@hotmail.com](mailto:hassanid@hotmail.com)

### Résumé :

La problématique des changements climatiques s'impose actuellement comme une préoccupation mondiale de première importance. Comme cela a été reconnu en dans les derniers rapports d'évaluation du Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques (GIEC/IPCC), les données d'observation à travers tous les continents et la plupart des océans montrent que de nombreux systèmes naturels, parmi lesquels le cycle hydrologique et, partant, la disponibilité en eau et la qualité de l'eau ainsi que les services d'eau, ont été affectés par les changements climatiques d'origine anthropique. L'eau constitue l'un des secteurs les plus vulnérables à la variabilité climatique et sera parmi les plus affectés par les changements climatiques à venir.

En Algérie, la question de l'eau constitue un enjeu stratégique majeur. Les ressources en eau se sont toujours caractérisées par leur rareté et constitué un facteur limitant du développement socio-économique. Ces dernières décennies, les périodes de sécheresse répétées qui ont sévit dans le pays sont venues amplifier le problème du déficit en ressources hydriques et ont relevé la grande vulnérabilité de ces dernières à la variabilité climatique. Concernant la température, une étude de régionale effectuée pour les trois pays du Maghreb (Projet PNUD/FEM-RAB/94/G31, 1998) signale qu'un réchauffement net est constatable au nord de la région depuis les années 70, essentiellement dans sa partie ouest et centre. Concernant les précipitations l'étude relève qu'entre les années 60 et 95, le total annuel des pluies est partout en baisse, en particulier dans les parties occidentales et centrales de l'Algérie.

Dans le futur, cette situation risque de s'aggraver. Tous les modèles climatiques, globaux et régionaux, concordent pour prévoir dans la région maghrébine une accentuation des perturbations climatiques. Les changements à venir renforceront les sécheresses accroissant ainsi la baisse du débit des principaux oueds du pays et diminuant en quantité et en qualité les ressources en eau souterraine. Cela aura pour effet de réduire les réserves d'eau destinée à l'alimentation humaine et à l'agriculture ainsi que l'augmentation de la vulnérabilité de certains écosystèmes (zones humides, etc.). Parallèlement, et comme conséquence à l'augmentation des températures, l'évaporation et l'évapotranspiration réduiront les ressources disponibles et augmenteront la demande en eau (irrigation, etc.). Tout ceci ne manquera pas d'accentuer les conflits d'usage liés à l'accès à cette ressource, l'augmentation du coût d'accès à l'eau, etc. parallèlement à l'exposition accrue aux risques des phénomènes extrêmes tels les inondations, sécheresses prolongées, etc. Dans une perspective à court et moyen termes, l'augmentation des besoins socio-économiques et l'évolution des modèles de consommation en conjonction avec les effets du changement climatique amplifieront la tension entre l'offre et la demande et peuvent présager des situations tendues à l'avenir.

A l'heure actuelle, les contours de la politique nationale de l'eau sont définis et dotés d'instruments visant une gestion intégrée, durable et d'envergure nationale (Plan National de l'Eau, 2010), plans directeurs régionaux d'aménagement des ressources en eau, etc. Si plusieurs mesures d'adaptation ont déjà été incorporées dans la conception et les pratiques de gestion des ressources en eau pour faire face aux sécheresses précédentes, le changement climatique mettra à rude épreuve les pratiques actuelles de gestion des ressources en eau par l'incertitude qui s'y rattachent. L'optimisation de la gestion et de la conservation des ressources hydriques comportera des défis nouveaux nécessitant l'élaboration de stratégies d'adaptation efficaces.

Conformément aux engagements relatifs à la convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation efficaces devront s'appuyer et s'engager en conformité avec les lignes directrices préconisées par la dite convention et inscrites dans les communications nationales ; deux communications produites au niveau national : 2001 & 2010), le Plan national Climat (PNC) : adoption en cours, les futurs rapports biennaux actualisés, ainsi que les études de vulnérabilité au changement climatique à niveau décentralisé (par wilaya).

Dans tous les cas, les stratégies préexistantes ou à venir devront se fonder ou s'ajuster à certains principes fondamentaux utilisant une combinaison de mesures infrastructurelles et institutionnelles et allant bien au-delà de ce qui est normalement considéré comme gestion courante, étant entendu que l'adaptation au changement climatique ne devra pas être faite en concurrence avec, mais en plus, des autres mesures de gestion de l'eau.

Les études de la vulnérabilité et de l'adaptation au changement climatique doivent constituer des outils pertinents d'aide à la décision et d'orientation des politiques et programmes nationaux de développement du pays. Il est important de noter que lors de l'élaboration et mise en œuvre de ces études et stratégies, il est particulièrement recommandé de renforcer l'efficacité des transferts de connaissances issues de la recherche vers les décideurs politiques qui doivent solliciter et recevoir d'une manière soutenue des réponses de la part de la communauté scientifique sur les mesures nécessaires. A cet effet, le renforcement de la connaissance scientifique et des expertises nationales dans le domaine en question est de première importance.

**Mots clés :** Changement climatique, ressources en eau, adaptation, Plan National Climat, CCNUCC.